

presse écrite et audio-visuelle en Afrique, la formation professionnelle et la langue française en Afrique.

Diverses activités ont eu lieu également du côté de la Fédération internationale des professeurs de français, qui compte comme vice-président un membre de l'Association des professeurs de français des universités et collègues du Canada (APFUCC), de même qu'un membre de l'Association québécoise des professeurs de français (AQPF). Ce dernier est aussi rédacteur en chef de *Dialogues*, revue de la Fédération.

## LE COMMONWEALTH

Le Canada demeure un membre actif et un ardent défenseur du Commonwealth, dont font maintenant partie 44 pays représentant à peu près le quart des États et de la population du monde.

Pendant toute l'année, l'Association a continué de consolider sa réputation de mécanisme original et efficace de consultation et de coopération, ainsi que de promotion de la compréhension et du consensus face aux problèmes mondiaux. Des groupes d'observateurs du Commonwealth ont supervisé les élections au Zimbabwe et en Ouganda. Le secrétaire général de l'Association s'est rendu à Ottawa afin d'y discuter des moyens à employer pour accroître la coopération au sein du Commonwealth et pour lui faire jouer un rôle plus important dans le dialogue Nord-Sud. Vanuatu (autrefois les Nouvelles-Hébrides) et le Zimbabwe (l'ancienne Rhodésie), deux pays qui ont acquis récemment leur indépendance, ont adhéré au Commonwealth pendant l'année, ce qui a porté à 44 le nombre de ses membres.

La coopération a continué de s'intensifier dans divers domaines, notamment dans le cadre des programmes fonctionnels administrés par le secrétariat du Commonwealth; un consensus s'est en outre établi sur les programmes à mettre en œuvre. Cette façon unique de procéder permet à l'Association de mettre en évidence les valeurs et les idéaux partagés par ses membres. Le succès des entreprises réalisées en collaboration a servi encore une fois à démontrer que le Commonwealth tire sa force de la disposition de ses membres de mettre de côté les distinctions de race, de culture, de langue et de niveau de développement économique pour favoriser la coopération. L'exemple offert par le Commonwealth en cette matière a eu un effet bénéfique dans d'autres enceintes.

Le Canada a continué à souligner que l'Association contribue, d'une manière qui lui est propre, à favoriser un consensus sur les grands problèmes internationaux et plus particulièrement sur les questions Nord-Sud. Il a de plus maintenu son appui à certains programmes de coopération technique administrés par le Secrétariat de l'Association, qui n'ont pas d'équivalent ailleurs, et il a encouragé les pays industrialisés du Commonwealth à verser une aide bilatérale aux pays membres qui sont en voie de développement.

Le Canada a participé activement aux grandes réunions du Commonwealth, tenues au cours de l'année : la réunion des ministres des Finances aux Bermudes, en septembre; la ren-

contre des ministres de la Santé à Arusha (Tanzanie), en novembre; la conférence de Sri Lanka sur l'éducation, en octobre; et la réunion des hauts fonctionnaires à Nicosie, en novembre. Des délégués canadiens faisaient également partie des groupes d'observateurs du Commonwealth qui ont supervisé les élections au Zimbabwe et en Ouganda. Outre ces rencontres politiques spéciales et ces réunions ministérielles, d'autres réunions officielles ont eu lieu dans divers domaines, dont ceux des sciences, des soins de santé, de la mise en marché, des communications, du droit, de la jeunesse et de la foresterie. Des rencontres et des programmes à caractère non gouvernemental étaient également inscrits au calendrier des activités du Commonwealth, parmi lesquels il convient de noter le cinquième Congrès d'étude du Commonwealth, sous la présidence du duc d'Edimbourg, qui a eu lieu au Canada en mai, et la vingt-sixième Conférence parlementaire du Commonwealth tenue à Lusaka (Zambie), en septembre.

## Faits saillants

La réunion des hauts fonctionnaires à Nicosie et la création de groupes d'observateurs chargés de superviser les élections au Zimbabwe et en Ouganda constituent les deux principaux événements de l'année. Dans les deux cas, le Canada a eu à jouer un rôle de premier plan. Comme par le passé, les hauts fonctionnaires se sont réunis, en 1980, au niveau des secrétaires de cabinet, pour assurer la continuité durant l'année de relâche entre les réunions biennales des chefs de gouvernement du Commonwealth. Les participants à la rencontre de Nicosie ont examiné de quelle façon ont été appliquées les décisions prises lors de la réunion des chefs de gouvernement de 1979, et ils ont passé en revue les préparatifs pour la prochaine réunion qui doit avoir lieu à Melbourne, en septembre 1981. Ils ont également tenté d'établir les perspectives qu'offrent les années 80 pour le Commonwealth. La délégation canadienne a mis l'accent sur le lien qui existe entre les questions politiques et économiques, sur le rôle du Commonwealth dans la promotion de la compréhension mutuelle et d'un consensus sur les problèmes mondiaux, ainsi que sur le rôle que sont appelés à jouer les chefs de gouvernement pour susciter la volonté politique qui est essentielle à la résolution des problèmes internationaux.

La réalisation la plus visible du Commonwealth pendant l'année aura été la création de groupes d'observateurs chargés de superviser les élections au Zimbabwe et en Ouganda. Au Zimbabwe, des élections ont été tenues à la suite de l'accord intervenu entre la Grande-Bretagne et le Zimbabwe lors de la Conférence de Lancaster House, tenue à Londres plus tôt dans l'année. Cet accord a permis au Zimbabwe d'accéder à l'indépendance et d'élire son premier gouvernement, dirigé par le premier ministre Mugabe. Le commissaire en chef de la Commission canadienne des droits de la personne dirigeait l'équipe canadienne au sein du groupe d'observateurs détaché au Zimbabwe.

Quant au groupe d'observateurs chargé de superviser les élections en Ouganda, il a été créé en réponse à une demande faite par toutes les parties intéressées, lesquelles souhaitent